

Article 29 du Règlement

All Angels, de Toronto. Il s'agissait d'un service privé par un beau dimanche ensoleillé. Ma soeur, ma mère et moi-même étions accompagnées de l'archevêque Ted Scott, qui joue un rôle éloquent à cet égard et sait être sensible à cette cause, ce dont tous les Canadiens lui sont reconnaissants. Il y avait également l'évêque Arthur Brown, ainsi que le révérend John Erb, et des membres de la congrégation ont fait des lectures pour Celeste Garnes et Mary McClarity. Au cours du service, on a pu sentir le pouvoir qui se dégageait de ce petit homme fragile, alors qu'il souriait à la congrégation et que nous avons formé une chaîne en nous tenant par la main à la fin du service et avons chanté doucement les chansons de résistance et les hymnes à un Dieu que beaucoup d'entre nous partagent. Ma présence à ce service a été, je pense, probablement le fait marquant de ma vie de députée et cela demeurera pour bien des années à venir.

En terminant, je voudrais préciser ce que nous partageons tous, ce que nous souhaitons tous. Nous voulons que notre gouvernement continue à prendre des mesures efficaces pour montrer à quel point les Canadiens s'inquiètent des énormes souffrances endurées par les habitants de l'Afrique du Sud. Je sais que nous obtiendrons à cet égard l'appui de tous les députés et nous n'ignorons pas également que le temps presse.

[Français]

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je désire moi aussi participer à ce débat, étant ému de voir la situation alarmante qui continue de se développer en Afrique du Sud. Les bulletins de nouvelles ne nous permettent aucune relaxation: 1,000 arrestations politiques au cours des deux derniers jours, la censure des médias, le gouvernement de l'Afrique du Sud défendant à quelques caméras de télévision ou à quelques microphones de prendre des séquences des éléments de violence et des événements qui ont lieu dans ce pays. Les bulletins de nouvelles nous indiquent qu'à moins d'action concrète et énergique, les résidents de l'Afrique du Sud auront à subir dans les jours qui viennent une situation inégalée. On parle d'un bain de sang qui pourrait toucher quelque trois millions de personnes. On parle donc d'une situation qui rivalise presque avec la grande hécatombe de la Dernière guerre mondiale.

Hier soir, j'entendais à la télévision Malcolm Fraser, un membre du Comité des Sages, un ancien premier ministre de l'Australie, dire qu'à moins de réactions énergiques de la part des pays de l'Occident, ce que nous étions en train de faire, c'était d'envoyer un message aux leaders noirs de l'Afrique du Sud leur faisant comprendre que la seule voie qu'il leur reste, c'est celle de la violence et de la révolution parce qu'en fait ces gens-là se retrouvent seuls à souffrir le problème de l'apartheid, et à moins d'avoir une aide mondiale, on peut les comprendre de penser que la seule façon d'avoir raison et de faire valoir leurs droits, c'est de prendre le fusil.

Au réseau CTV, monsieur le Président, hier soir les experts prétendaient que la situation en Afrique du Sud pourrait changer radicalement au cours des prochains 10 jours. C'est ce qui fait que plusieurs d'entre nous au pays, et surtout au Parlement ici, de ce côté de la Chambre des communes, nous sommes vraiment inquiets de ce que certaines personnes, en particulier du côté du gouvernement, pensent qu'il soit suffisant d'attendre jusqu'au mois d'août, de regarder, d'essayer de

déterminer à l'avance ce que feront d'autres pays avant de prendre nous-mêmes les devants et d'annoncer des mesures énergiques. A moins que mes mathématiques ne soient faussées, monsieur le Président, la fin d'une période de 10 jours arrivera avant le mois d'août, et c'est ce qui m'inquiète. J'ai peur que le Canada se lève debout finalement à un certain moment, mais pour fermer la barrière après que le cheval sera sorti de l'enclos, c'est ce qui m'inquiète. Ce qui m'inquiète, c'est que de tels gestes pourraient faire perdre au Canada, en particulier, sa réputation pour agir de façon responsable sur le plan international pour agir de façon à prévenir des conflits.

Permettez-moi de citer encore Malcolm Fraser, l'ancien premier ministre de l'Australie, qui disait hier, c'est un point de vue, mais c'est un point de vue important parce qu'il s'agit d'une personne qui connaît très bien la situation en Afrique du Sud, il disait: Si rien n'est fait d'ici 10 ou 15 ans, l'Afrique du Sud balancera dans le clan communiste.

Quiconque comprend la position géographique de l'Afrique du Sud, au Sud, tout au sud du continent africain, quiconque réalise la position stratégique qu'occupe ce pays devrait faire des pressions sur le gouvernement canadien pour que nous fassions plus que nous ne faisons maintenant.

L'occasion est là, monsieur le Président, de faire avancer la cause des Noirs sur le plan mondial. Elle est là devant nous. Est-ce que c'est un rendez-vous qui sera manqué? Est-ce que nous allons laisser ces gens-là se débrouiller eux-mêmes à l'intérieur du continent africain? En parlant de l'Afrique du Sud, nous parlons du bastion de la discrimination contre les Noirs, du symbole mondial de l'intolérance. C'est de cela dont nous parlons. C'est pourquoi tous les pays de l'Ouest doivent agir maintenant, et je soutiens qu'attendre au mois d'août, c'est s'exposer à ce que des centaines de milliers de personnes paient de leur vie le temps que nous voulons acheter pour réfléchir plus longtemps sur les gestes réels que nous devrions poser en tant que pays qui a voix sur la scène mondiale.

Nos voisins du Sud, les Américains qui ont connu tant de difficultés, chez qui la population noire a dû lutter si longtemps pour voir ses droits reconnus, nos voisins du Sud comprennent très bien qu'il faut mettre un terme, et le plus tôt possible, à l'apartheid.

Comment se fait-il qu'aujourd'hui, alors que le vice-président des États-Unis, M. Bush, est présent parmi nous au Canada, et qu'il était assis juste en haut, ici, dans cette tribune, à la période des questions, comment se fait-il que nous n'ayons pas réussi, juste avant midi, à la période de questions, à faire admettre au vice-premier ministre (M. Nielsen), que l'occasion était belle et qu'il allait s'en saisir pour demander au vice-président des États-Unis que son pays pose des gestes concrets, que son pays augmente de façon radicale l'ampleur des sanctions économiques à l'intention de l'Afrique du Sud?

J'ai été surpris, lorsque moi-même j'ai posé la question, d'avoir une réponse qui tournait autour du pot mais qui hésitait à être franche et à dire oui. Cet après-midi, c'est ce que nous allons faire. Nous avons devant nous l'interlocuteur rêvé et nous allons lui passer le message.

Monsieur le Président, je soutiens que demain il sera trop tard, que c'est maintenant qu'il faut agir, que l'heure n'est pas à faire semblant d'agir pour apaiser l'opinion publique canadienne, pour faire croire aux Canadiens que le gouvernement